

Dégradation, par l'agence Moody's, de la notation de la Banque Centrale de Tunisie.

Parallèlement à la dégradation, par Moody's, de la notation souveraine de la Tunisie, en date du 28 février 2013, le comité d'évaluation du risque de cette agence a également dégradé la notation de la Banque Centrale de Tunisie (BCT) de Baa3 à Ba1. A l'instar de la notation souveraine, Moody's a placé la notation de la BCT sous surveillance en perspective d'une éventuelle nouvelle dégradation.

La dégradation de la notation de la BCT au même niveau que celui de la notation souveraine de la Tunisie trouve son fondement dans ce qui suit :

- la Banque Centrale de Tunisie est une entité publique détenue entièrement par l'Etat Tunisien. Elle est la banque de l'Etat tunisien et son agent financier pour toutes les opérations de paiement avec l'extérieur.
- Les obligations de la Tunisie libellées en devises traitées, depuis 1994 sur le marché international des capitaux sont au nom de la Banque Centrale de Tunisie pour le compte de l'Etat et mobilisées pour les besoins du Budget.
- Le produit de ses émissions est destiné au Budget de l'Etat. Il est porté systématiquement au crédit du compte du Trésor, constitue un engagement l'Etat tunisien et figure par conséquent dans la dette extérieure de la Tunisie.

En conclusion, Il convient de signaler que depuis 1994, la notation assignée à la BCT ne reflète pas une évaluation de sa situation financière et de son organisation, mais celle du risque

souverain de la Tunisie dont principalement sa capacité à honorer ses engagements extérieurs.

En outre, en tant qu'institution publique, la notation de la BCT ne doit en aucun cas être supérieure à celle assignée au risque souverain de la Tunisie. Cette règle est appliquée pour toutes les institutions résidentes (financières ou autres) opérant en Tunisie. En effet, les notes qui leur sont appliquées, sont établies par rapport à celle du souverain.

D'une manière générale, en cas de dégradation du risque souverain d'un pays à risque, les notations des institutions financières et autres opérant dans ce pays sont dégradées de la même ampleur que celle subie par le souverain.